



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

woensdag

mercredi

13-06-2001

13-06-2001

15:00 uur

15:00 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Vraag van de heer Raymond Langendries aan de 1
minister van Sociale Zaken en Pensioenen over
"de toepassing van de wet tot uitvoering van het
interprofessioneel akkoord 2001/2002 inzake
jaarlijkse vakantie" (nr. 4855)

Sprekers: **Raymond Langendries, Frank
Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken
en Pensioenen

Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele 3
aan de minister van Sociale Zaken en
Pensioenen over "het statuut van de
onthaalouders" (nr. 4888)

Sprekers: **Annemie Van de Casteele, Frank
Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken
en Pensioenen

SOMMAIRE

Question de M. Raymond Langendries au ministre 1
des Affaires sociales et des Pensions sur
"l'application de la loi mettant en oeuvre l'accord
interprofessionnel 2001/2002 en matière de
vacances annuelles" (n° 4855)

Orateurs: **Raymond Langendries, Frank
Vandenbroucke**, ministre des Affaires
sociales et des Pensions

Question de Mme Annemie Van de Casteele au 3
ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur
"le statut des gardiennes encadrées" (n° 4888)

Orateurs: **Annemie Van de Casteele, Frank
Vandenbroucke**, ministre des Affaires
sociales et des Pensions

**COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

van

WOENSDAG 13 JUNI 2001

15:00 uur

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES**

du

MERCREDI 13 JUIN 2001

15:00 heures

De vergadering wordt geopend om 15.18 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.

La séance est ouverte à 15.18 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Question de M. Raymond Langendries au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "l'application de la loi mettant en oeuvre l'accord interprofessionnel 2001/2002 en matière de vacances annuelles" (n° 4855)

01 Vraag van de heer Raymond Langendries aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de toepassing van de wet tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001/2002 inzake jaarlijkse vakantie" (nr. 4855)

01.01 Raymond Langendries (PSC): Monsieur le président, je voudrais avoir quelques explications sur la loi que nous avons récemment votée sur l'accord interprofessionnel en matière de vacances annuelles.

Ce projet de loi qui a été adopté a adapté le montant du pécule de vacances et l'on aboutit maintenant, ce qui n'était pas le cas auparavant, à une différence dans les pourcentages utilisés pour calculer le pécule de départ "employé" et le pécule de vacances "ouvrier". Comme je le disais, jusqu'à présent, ce pourcentage était identique et correspondait à 15,18% des rémunérations de l'exercice de vacances. Avec la nouvelle loi, et dès l'application des nouvelles dispositions, les pourcentages seront différents. Ils seront respectivement de 15,34% pour un pécule de départ "employé" et de 15,38% pour un pécule de vacances "ouvrier". Il semblerait, selon les informations que j'ai reçues, que cette distinction aurait déjà dû exister auparavant mais que le législateur, je pense qu'il s'agit bien du législateur, aurait fait quelques erreurs de calcul en la

matière.

Peut-on expliciter le calcul effectué pour arriver à cette différenciation qui n'existait pas auparavant? Quelles seraient les erreurs éventuelles qu'on a commises antérieurement? Et si erreurs il y a eu, quel est le risque de recours qui est couru, notamment des salariés, concernant des réclamations à propos du complément de pécule des années antérieures?

01.02 Frank Vandenbroucke, ministre: Monsieur le président, en réponse à sa question, j'ai l'honneur de faire savoir à l'honorable membre ce qui suit.

Le pécule de vacances des ouvriers est payé par l'Office national des vacances annuelles ou par une caisse spéciale à laquelle l'employeur est affilié, et financée notamment par les cotisations des employeurs. Il comprend le simple pécule de vacances, c'est-à-dire la rémunération de quatre semaines de vacances et un supplément, le double pécule de vacances. Ce pécule brut est égal à un certain pourcentage des rémunérations annuelles brutes de l'exercice de vacances: c'est l'année civile qui précède celle au cours de laquelle les vacances sont accordées. Ce sont ces rémunérations annuelles brutes portées à 108% qui ont servi de base au calcul des cotisations ONSS, éventuellement majorées d'un salaire fictif pour les journées d'inactivité assimilées à des journées de prestations effectives de travail.

En portant le salaire annuel brut à 108%, les cotisations de sécurité sociale sont retenues sur le simple pécule de vacances correspondant à 8%. L'accord interprofessionnel conclu le 22 décembre 2000 prévoit une augmentation de 0,2% de ce pourcentage qui passe ainsi de 15,18% à 15,

38%.

Le pécule de vacances des employés est payé directement par l'employeur et calculé pour les employés en service sur la base de la rémunération mensuelle brute du mois des vacances principales. L'employé en vacances reçoit donc sa rémunération normale, le simple pécule, mais aussi un double pécule. L'accord interprofessionnel prévoit une augmentation de 2% dans ce cas, ce qui signifie que le pourcentage passe de 90% à 92% pour les employés.

Dans le cas où un employé quitte son emploi, l'article 46 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés impose à l'employeur de lui verser directement un pécule anticipé, calculé sur les rémunérations annuelles brutes de l'année en cours.

Si l'employé, ou l'apprenti employé, n'a pas encore pris les vacances afférentes à l'exercice précédent, l'employeur lui paie en outre 15,18% des rémunérations brutes gagnées chez lui pendant l'exercice en question, majorés éventuellement d'une rémunération fictive, afférente aux journées d'interruption de travail assimilées à des journées de travail effectif.

Remarquons que cette procédure n'existe pas pour les ouvriers, qui reçoivent de l'ONVA un seul pécule, même s'ils ont été occupés par différents employeurs. L'accord interprofessionnel prévoit dans ce cas une augmentation de 0,16%. Le pourcentage passe donc de 15,18 à 15,34%.

La loi du 22 mai 2001 assurant la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel 2001-2002 en matière de vacances annuelles et l'arrêté royal portant exécution de cette loi traduisent dans les textes légaux ce qui a été décidé par les partenaires sociaux. La méthode de calcul utilisée cette année par les interlocuteurs sociaux afin de déterminer l'augmentation du pécule de vacances introduit une notion de proportionnalité, exprimée en semaines, plus proche de la réalité. Par exemple, pour les employés en service, l'octroi du pécule de vacances pour un jour supplémentaire donnait jusqu'ici lieu à une augmentation de 5%. En poursuivant ce raisonnement, le double pécule de vacances pour quatre semaines aurait dû correspondre à 100% de la rémunération mensuelle brute du mois de vacances. Or, la rémunération mensuelle brute d'un mois comprend généralement un peu plus de quatre

semaines. Une augmentation de 5% à nouveau aurait donc entraîné l'octroi d'un pécule pour plus de quatre semaines.

Le même type de raisonnement a été suivi pour l'augmentation du pécule de vacances des employés en cas de fin de contrat, ainsi que pour les ouvriers.

Concrètement, le pécule de vacances d'un ouvrier, pour quatre semaines, se monte à huit semaines de pécule (simple et double péculs). Sur les 48,15 semaines rémunérées que compte une année, il y a un rapport de 16,61%; ce pourcentage étant ensuite divisé par 1,08% - puisque les rémunérations sont portées à 108% pour financer les cotisations normales - pour aboutir à un résultat de 15,38%.

Le pécule de vacances d'un employé en service, pour quatre semaines, se monte au rapport entre quatre semaines de vacances et une moyenne de 4,35 semaines par mois, soit 52,15 semaines par an divisé par douze. Un double pécule de 100% pour 4,35 semaines doit être divisé par ce rapport pour correspondre à quatre semaines. Donc, 100% divisé par 1,0875 (4,35 divisé par 4), nous amène à 92%. C'est donc cette augmentation de 90 à 92% mentionnée plus tôt.

Le pécule de vacances d'un employé en fin de contrat s'élève à 4/52,15 semaines rémunérées sur un an. Cela représente 7,67% que l'on multiplie par 2 parce que l'employé en fin de contrat reçoit son simple et double pécule en même temps, et cela représente 15,34%. En conséquence, l'évolution des pourcentages octroyés par le passé constituait une surévaluation progressive pour les travailleurs.

Quant aux différences entre les pourcentages permettant de calculer le pécule de départ des employés et le pécule des ouvriers - différence qui n'existait pas jusqu'ici -, elle s'explique par la méthode de calcul exposée ci-dessus. J'attire votre attention sur le fait que la base de calcul du pécule de vacances des ouvriers - rémunération annuelle brute avec expertise de vacances portée à 108% - n'est pas la même que pour les employés en fin de contrat où la base est la rémunération annuelle brute.

Les calculs ayant été favorables aux travailleurs dans le passé, aucun complément ne doit être envisagé pour les années antérieures. Conformément à l'article 9, alinéa 2 des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, le

Roi peut prescrire une base ou un mode de calcul différent pour le pécule de vacances des employés et celui des ouvriers. La base et le mode de calcul du pécule de vacances sont différents: pour les ouvriers, il s'agit de la rémunération annuelle brute portée à 108%, et pour les employés, de la rémunération mensuelle brute du mois de vacances ou des rémunérations annuelles brutes en cas de paiement d'un pécule de départ.

Il n'y a donc pas de correspondance nécessaire entre le pourcentage fixé pour le calcul du pécule de vacances des ouvriers et celui des employés en cas de fin de contrat parce que la base de calcul n'est pas la même. C'est très compliqué et lorsque je dois étudier un dossier « vacances annuelles », je réétudie toujours la base du système et je cherche à comprendre à nouveau la manière dont ce système fonctionne.

Je propose de vous transmettre le document que je vous ai lu afin que vous puissiez l'étudier avec l'aide de vos experts. Je pense que la réponse est cohérente. Pendant les négociations sur l'accord interprofessionnel, les partenaires se sont rendu compte du fait que l'extrapolation faite par le passé sur le calcul des ouvriers ne suivait pas de logique. Aujourd'hui, la logique a été restaurée, ce qui explique pourquoi il y a dans le jeu des pourcentages des choses très difficiles à comprendre immédiatement. A présent, nous sommes dans une situation cohérente. Mais si des problèmes persistent, il est possible d'en discuter dans une autre réunion ou bilatéralement.

01.03 Raymond Langendries (PSC): Monsieur le président, j'avoue ne pas avoir compris. En ce qui concerne la possibilité pour les salariés de revenir en arrière sur la distinction qui n'était pas faite les années précédentes, je voudrais souligner un élément, sans vous obliger à répondre immédiatement: il semblerait que le nouveau pourcentage appliqué pour le calcul du pécule de vacances aura pour conséquence que la rémunération qui servira de base au calcul du paiement des cotisations sociales, base annuelle, sera de 108%. Mais c'est 108 au lieu de 108,308% tel qu'il aurait été calculé sous le système précédent. Cela impliquerait un manque à gagner en termes de sécurité sociale de l'ordre d'un milliard. C'est une remarque informelle. Pourriez-vous en vérifier la véracité et à l'occasion d'une prochaine commission ou d'un échange bilatéral, me rendre compte du résultat?

01.04 Frank Vandenbroucke, ministre: Monsieur le président, je vais faire vérifier. Si je ne me

trompe, cela fait partie de l'accord parce qu'il y a une exonération au niveau patronal étant donné que les employeurs paient plus pour le pécule des vacances.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "het statuut van de onthaalouders" (nr. 4888)

02 Question de Mme Annemie Van de Casteele au ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur "le statut des gardiennes encadrées" (n° 4888)

02.01 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het is niet de eerste keer dat we hierover spreken, maar vorige vrijdag zijn de onthaalmoeders op straat gekomen. Elke keer duiken een aantal nieuwe elementen in het dossier op. Daarom wou ik uw standpunt nog eens vragen.

We hebben met een aantal collega's die hier aanwezig zijn een hoorzitting van de onthaalmoeders bijgewoond, waarop ook professor Blanpain aanwezig was. U kent zijn standpunt. Hij zegt dat de onthaalmoeders geen statuut moeten vragen omdat zij, als men de wetgeving op dit moment bekijkt, eigenlijk al een statuut hebben. De federale overheid treedt voor hen anders op dan dat zij zou doen ten opzichte van andere particuliere instellingen of werkgevers die zogenaamde vrijwilligers voor hen laten werken en op dat ogenblik de sociale wetgeving overtreden.

Mijnheer de minister, ik heb op uw website een toespraak van 5 december 2000 rond het vrijwilligerswerk gevonden, waarin uw standpunt voor mij wat duidelijker is geworden. U zegt zelf dat het bij ons op dit ogenblik alles of niets is. Dat lees ik hier. Ik citeer: "Voor het arbeidsrecht en het sociaalzekerheidsrecht hebben we, met andere woorden, te maken met een alles of niets-situatie. Een vrijwilliger die voor een organisatie werkt ontvangt een vergoeding die wat ruimer is dan louter een kostenvergoeding, maar die niet bedoeld is als loon. Het sociaal recht kent maar één manier om daarop te reageren. Er is wat men noemt een ondergeschikt verband. Er is gezag en er is loon, want het gaat om meer dan een kostenvergoeding, dus er zijn RSZ-bijdragen verschuldigd. Bovendien moeten de wetten op het gebied van minimumloon worden nageleefd."

U hebt dit zelf in uw pleidooi over het vrijwilligersstatuut aangehaald. U hebt trouwens ook een aantal keren verwezen naar het verschuivend begrip arbeid, waarbij u vaststelde dat onze sociale wetgeving die evolutie niet heeft gevolgd en de vraag stelt of ons sociaal statuut in geen flexibeler systeem voor dergelijke gevallen moet voorzien, met alle problemen die het met zich zou kunnen brengen? U hebt daarover nog geen duidelijk standpunt ingenomen. U zegt zelf dat het niet kan dat mensen en organisaties een topadvocaat gespecialiseerd in sociaalzekerheidsrecht onder de arm moeten nemen om uit het overaanbod van statuten en statuutjes het meest geschikte te kiezen en om te weten wat ze nog kunnen doen en mogen combineren.

De onthaalmoeders hebben dat wel gedaan. Zij hebben geen topadvocaat onder de arm genomen, maar ze hebben wel een collega-professor van u gevonden die de sociale wetgeving goed kent. Hij heeft hen – volgens mij terecht – verteld dat hun huidige situatie kan worden vergeleken met iemand die in ondergeschikt verband werkt en dat op hen het volledige statuut van een werknemer van toepassing moet zijn, al gaat het in dit geval om huisarbeid en zouden zij onder die desbetreffende CAO vallen.

Ik verwijs ook naar mijn laatste betoog, toen we spraken over het niet-volledige sociaal statuut dat u voor de onthaalmoeders voorbereidt. Ik heb toen zelf gezegd dat dit beter dan niets is dat de onthaalmoeders misschien bereid zouden zijn om dit in afwachting van een volwaardig statuut aan te nemen. Nu blijkt op het terrein dat de onthaalmoeders daarmee niet tevreden zijn en dat zij – een beetje onder druk van de heer Blanpain – het volledige statuut willen en geen "nepstatuut" dat u voor hen hebt voorbereid. U hebt ons verteld dat u daarover verschillende keren hebt onderhandeld, maar zij stellen dat u niet met de betrokkenen onderhandelt, maar met de diensten. Met andere woorden, u onderhandelt met de werkgevers en u hoort de werknemers niet, die door hun statuut zodanig zijn verspreid dat zij geen belangenverdediging of syndicaat hebben. Daardoor zitten zij in een zwakke positie.

Wat is uw antwoord op het standpunt van professor Blanpain? Hebt u het manifest van de opvanggezinnen ontvangen? Ik spreek niet over de documenten van de diensten. De opvanggezinnen hebben, mijns inziens, een stok achter de deur. Mocht er een klacht worden ingediend, ben ik niet zeker dat ze geen gelijk

zouden halen. Bent u bereid een gesprek te beginnen om een oplossing te zoeken die voor deze gezinnen de zekerheid biedt waarop zij recht hebben?

02.02 Minister **Frank Vandenbroucke**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Van de Castele, ik heb reeds drie maal een gesprek gehad met deze belangengroep die een ander standpunt inneemt dan de diensten. Ik vermoed dat ik reeds 5 tot 6 uren heb besteed aan gesprekken met deze actiegroep. Alhoewel ik niet ontken dat dit goed besteed was, betekent 6 uren wel intens ermee bezig zijn. Mijn kabinet heeft nog andere contacten gehad met de groep. Op een vragenlijst van de actiegroep hebben we 24 uren later een uitgebreid schriftelijk antwoord gegeven. Het gesprek loopt. Het zijn geen onderhandelingen. De actiegroep informeert ons over zijn standpunt en stelt vragen om meer klaarheid te krijgen over mijn voorstel. Ik herhaal dat het contact zeer intens is. Met de diensten heb ik weinig of geen contact gehad. Het is veeleer een kwestie van procedure en informatie. Wij doen, mijns inziens, wat er gedaan moet worden.

Mevrouw Van de Castele, u hebt een paar algemene beschouwingen gemaakt die pertinent en interessant zijn, onder meer inzake soorten arbeid en het ontstaan van grijze zones. De stipulaties van de wetgever op het terrein, zoals het Vlaams Parlement en het Waals Gewest, inzake onthaalmoeders kunnen worden geïnterpreteerd als vrijwilligerswerk. Ik wens me niet uit te spreken over uitspraken van rechtbanken terzake. Tot op heden werden de stipulaties van de wetgever meestal begrepen als vrijwilligerswerk.

Artikel 23, paragraaf 1 van het besluit van de Vlaamse regering van 24 juni 1997 houdende voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en dienst voor opvanggezinnen stipuleert uitdrukkelijk dat de forfaitaire dagvergoeding van 545 frank uitsluitend bestemd is voor de kosten van onderhoud, voeding en behandeling. Door deze zienswijze op de vergoeding kan er geen sprake zijn van loon in arbeidsrechtelijke zin en evenmin van een kwalificatie als beroepsarbeid. Ik beklemtoon dat dit de zienswijze is die de Vlaamse regering formeel heeft vastgelegd.

Eenzelfde zienswijze op de vergoeding vindt men terug bij de Franstalige en bij de Duitstalige Gemeenschap. De fiscus treedt deze zienswijze eveneens bij en beschouwt de forfaitaire vergoedingen die aangesloten opvanggezinnen

van hun dienst krijgen als een integrale vergoeding voor onkosten zodat de vergoeding volledig belastingvrij is. Dat heeft tot gevolg dat de onthaalouder als echtgenoot ten laste wordt beschouwd voor de fiscale regeling inzake huwelijkscoëfficiënt.

In de sociale zekerheid is er geen expliciet juridische basis om in een vrijstelling te voorzien. Op het vlak van de sociale bescherming bestaat er dan ook enige onduidelijkheid. De RSZ sluit zich aan bij de zienswijze van de fiscus en de gemeenschappen, waarbij de onthaalouders een onkostenvergoeding ontvangen voor onbezoldigd vrijwilligerswerk. Dat is een de facto interpretatie. Ook inzake de pensioenregeling, met name inzake het overlevingspensioen, en de loopbaanonderbreking worden de erkende en gesubsidieerde onthaalmoeders als onbezoldigde vrijwilligers aanzien, waardoor ze hun uitkering onbeperkt kunnen cumuleren met hun onkostenvergoeding. De erkende en gesubsidieerde onthaalmoeders kunnen echter geen arbeidsongeschiktheids- en werkloosheidsuitkeringen cumuleren met hun onkostenvergoeding. Dat is de feitelijke situatie.

Dat doet mij besluiten dat er in de sociale zekerheid geen duidelijke grens is tussen wat als vrijwilligerswerk en wat als betaald werk dient te worden beschouwd, terwijl er conceptueel wel een zwart-witsituatie is. Het is inderdaad of vrijwilligerswerk of betaald werk, maar dat is in de praktijk niet zo klaar.

In het kader van het zuiver vrijwilligerswerk – ik deel onthaalmoeders daar ten gronde niet bij in – tracht ik momenteel met regeringscommissaris Van Hool een duidelijke grens in te bouwen tussen wat als een onkostenvergoeding en wat als een vergoeding voor geleverde prestaties kan worden beschouwd. Een vergoeding van maximaal 40.000 frank per jaar wordt beschouwd als een onkostenvergoeding.

Van erkende en gesubsidieerde onthaalmoeders zou men kunnen opwerpen dat het niet gaat om louter occasioneel vrijwilligerswerk, maar wel om wat men in de wetenschappelijke literatuur als semi-agorale arbeid omschrijft. In dergelijke gevallen lijkt het mij echt opportuun om de onthaalmoeders in ruil voor hun geleverde prestaties een zekere sociale bescherming te bieden. Wat dat betreft is er geen precedent in de sociale zekerheid. In het verleden is wel een regeling sui generis uitgewerkt voor de vrijwillige brandweer. Het is dus geen schande om daarover na te denken.

Ik beklemtoon wel dat het debat wat mij betreft moet gaan over een sociale bescherming. Dat men aan de vraag om een sociaal statuut voor onthaalmoeders onmiddellijk de vraag koppelt of deze nu werknemers of zelfstandigen zijn, begrijp ik. Ik voorzie dus niet in een sociaal statuut. Wat ik doe, is, vaststellende dat sommige personen nuttig werk verrichten dat geen vrijwilligerswerk is, en geen sociale bescherming genieten, snel en pragmatisch een sociale bescherming uitwerken. Dat is mijn bevoegdheid. Verder gaat die niet. Ik kan de onthaalmoeders bijvoorbeeld niet aanwerven, wat in een volgende interpellatie wellicht zal worden aangeklaagd, en terecht overigens.

In ieder geval, we zoeken naar een pragmatische oplossing en zijn daarover in gesprek met de diensten en met de belangengroep.

02.03 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Mijnheer de minister, uw antwoord verbaast mij niet. Ik kon het ongeveer voorzien. Overigens heb ik niet gevraagd dat u al de onthaalmoeders zou aanwerven. Wel vind ik dat ze gelijk hebben wanneer ze stellen dat ze geen vrijwilligers zijn en dat ze hun werk als volwaardige arbeid gehonoreerd willen zien. Ik zeg niet dat zulks van vandaag op morgen volledig kan worden gerealiseerd.

Anderzijds stellen we vast dat uw collega van Werkgelegenheid, mevrouw Onkelinx, verschillende initiatieven heeft ontplooid in verband met semi-agorale arbeid, ik denk aan de dienstencheques en de arbeid verricht door PWA'ers.

Dat is voor mij geen goede evolutie. Men zou beter een globaal debat voeren waarin naar een oplossing wordt gezocht om de groeiende arbeid in dat circuit tot volwaardige arbeid te maken, wat de tewerkstelling ten goede zal komen. Het is trouwens voor de hele marktsituatie belangrijk dat er kinderopvang is. Wij zien dat steeds meer mensen afhaken, ook omwille van het gebrek aan een statuut. Mensen die reeds 20 jaar kinderopvang doen, beginnen te beseffen dat zij geen pensioenrechten hebben opgebouwd. Zij hebben in mijn ogen toch zware arbeid verricht.

Mijnheer de minister, ik dring erop aan iets aan deze problematiek te doen. Deze mensen zullen uiteindelijk toch hun stok achter de deur bovenhalen en, al was het bij wijze van test, een paar mensen klacht laten indienen. U zegt dat u ze niet kunt aanwerven. De gemeenschappen

dragen terzake ook een belangrijke verantwoordelijkheid. De gemeenschappen kunnen deze mensen ook niet aanwerven, maar ik ben voorstander om de verzuilde diensten op lokaal vlak te vervangen door een lokale werkgever, de lokale overheid, die ervoor moet zorgen dat deze mensen, eventueel mits verminderde bijdragen, een volwaardig arbeidscontract kunnen krijgen. Ik hoop dat u daarover verder met hen zal onderhandelen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.46 uur.

La réunion publique de commission est levée à 15.46 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

woensdag

mercredi

13-06-2001

13-06-2001

15:00 uur

15:00 heures

INHOUD

Vraag van de heer Raymond Langendries aan de 1
minister van Sociale Zaken en Pensioenen over
"de toepassing van de wet tot uitvoering van het
interprofessioneel akkoord 2001/2002 inzake
jaarlijkse vakantie" (nr. 4855)

Sprekers: **Raymond Langendries**

Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele tot 3
de minister van Sociale Zaken en Pensioenen
over "het statuut van de onthaalouders" (nr. 4888)

Sprekers: **Annemie Van de Casteele, Frank
Vandenbroucke**, minister van Sociale Zaken
en Pensioenen

SOMMAIRE

Question de M. Raymond Langendries au ministre 1
des Affaires sociales et des Pensions sur
"l'application de la loi mettant en oeuvre l'accord
interprofessionnel 2001/2002 en matière de
vacances annuelles" (n° 4855)

Orateurs: **Raymond Langendries**

Question de Mme Annemie Van de Casteele au 3
ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur
"le statut des gardiennes encadrées" (n° 4888)

Orateurs: **Annemie Van de Casteele, Frank
Vandenbroucke**, ministre des Affaires
sociales et des Pensions

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

van

WOENSDAG 13 JUNI 2001

15:00 uur

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

du

MERCREDI 13 JUIN 2001

15:00 heures

De vergadering wordt geopend om 15.04 uur door de heer Joos Wauters, voorzitter.

La séance est ouverte à 15.04 heures par M. Joos Wauters, président.

01 Vraag van de heer Raymond Langendries aan de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "de toepassing van de wet tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001/2002 inzake jaarlijkse vakantie" (nr. 4855)

01 Question de M. Raymond Langendries au ministre des Affaires sociales et des Pensions sur "l'application de la loi mettant en oeuvre l'accord interprofessionnel 2001/2002 en matière de vacances annuelles" (n° 4855)

01.01 Raymond Langendries (PSC): Het wetsontwerp tot uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2001/2002 inzake jaarlijkse vakantie past voortaan het bedrag van het vakantiegeld aan, hetgeen tot een verschillend berekeningspercentage ervan leidt : 15,34% voor het beginpercentage voor bedienden en 15,38% voor arbeiders.

01.01 Raymond Langendries (PSC) : Le projet de loi d'application de l'accord interprofessionnel 2001/2002 en matière de vacances annuelles adapte désormais le montant du pécule de vacances, ce qui entraîne actuellement une différence dans les pourcentages utilisés pour le calculer : 15,34% pour un pécule de départ employé et 15,38% pour les ouvriers.

Hoe wordt die berekening gemaakt om tot die – vroeger onbestaande - differentiëring te komen en welke eventuele vergissingen werden er vroeger gemaakt?

Comment ce calcul est-il effectué pour arriver à cette différenciation qui n'existait pas auparavant et quelles ont pu être les erreurs antérieures éventuelles ?

Indien er vergissingen werden gemaakt, hoe groot is het risico dat de werknemers beroep aantekenen om het bijkomend vakantiegeld voor de vroegere jaren op te eisen?

Si erreur il y a eu, quel est le risque de recours de la part des salariés quant à la réclamation du complément de pécule pour les années antérieures ?

01.02 Minister Frank Vandenbroucke (Frans): Het vakantiegeld van de arbeiders dat het enkel en het dubbel vakantiegeld omvat, vertegenwoordigt een bepaald percentage van de jaarlijkse bruto bezoldigingen van het vakantiereferentiejaar op 108% gebracht. Die wijziging van het jaarlijks bruto loon leidt tot een inhouding van 8% van de sociale zekerheidsbijdragen op het enkel vakantiegeld. Het laatste interprofessioneel akkoord voorziet in een verhoging met 0,20% van dat percentage zodat het van 15,13% wordt opgetrokken tot 15,38%. Het vakantiegeld voor bedienden, berekend op grond van de bruto maandelijkse bezoldiging van de

01.02 Frank Vandenbroucke , ministre (en français) : Le pécule de vacances des ouvriers, qui comprend le simple pécule de vacances et le double pécule de vacances, représente un certain pourcentage des rémunérations annuelles brutes de l'exercice de vacances portées à 108%. Cette modification du salaire annuel brut entraîne une retenue de 8% des cotisations de sécurité sociale sur le simple pécule de vacances. Le dernier accord interprofessionnel prévoit ainsi une augmentation de 0,20% de ce pourcentage qui passe de 15,18% à 15,38%. Le pécule de vacances des employés, calculé sur

hoofdvakantiemaand, bestaat uit het normale loon en een dubbel vakantiegeld. Het interprofessioneel akkoord voorziet in een verhoging met 2%, zodat het percentage van 90% tot 92% wordt opgetrokken.

Wanneer de bediende zijn job verlaat zonder de vakantie voor het vorige refentiejaar te hebben opgenomen, dient de werkgever hem, naast een voorafbetaald vakantiegeld, 15,18 % van de tijdens dat werkjaar verdiende brutobezoldigingen te betalen. In dit geval geldt een verhoging van 0,16% zodat het percentage van 15,18% naar 15,34% stijgt.

Dit akkoord tussen de sociale partners is vervat in de wet van 22 mei 2001 en het uitvoeringsbesluit ervan en stoelt op een berekeningswijze die een notie van evenredigheid invoert, uitgedrukt in weken.

Het dubbel vakantiegeld voor 4 weken had moeten overeenstemmen met een volledig bruto maandloon. Een maand telt meer dan 4 weken. Een verhoging met 5% had dus tot de toekenning van een vakantiegeld voor meer dan vier weken moeten leiden. Het vakantiegeld van een arbeider bedraagt 8 weken op 48,15 bezoldigde weken (16,61%). Het percentage wordt gedeeld door 1,08, wat neerkomt op 15,38%. Het vakantiegeld van een bediende komt overeen met de verhouding tussen vier weken en een gemiddelde van 4,35 weken per maand. Het dubbel vakantiegeld voor 4,35 weken van 100% moet door die verhouding worden gedeeld om met 4 weken overeen te stemmen, namelijk 100% gedeeld door 1,0875, zijnde 92%.

Het vakantiegeld van een bediende wiens arbeidscontract verstrijkt bedraagt vier weken op 52,15 bezoldigde weken op een jaar, vermenigvuldigd met 2 (enkelvoudig en dubbel vakantiegeld), zijnde 15,34%.

Ik vestig uw aandacht op het feit dat de berekeningsgrond voor het vakantiegeld van een arbeider (het bruto jaarloon van het jaar op grond waarvan het vakantiegeld wordt berekend wordt op 108 % gebracht) niet dezelfde is als voor de bedienden wier arbeidscontract verstrijkt (bruto jaarlijkse bezoldiging).

Voor de vorige jaren dient geen aanvulling te worden overwogen.

Conform artikel 9, tweede lid van de wetten van 28 juni 1971 kan de Koning een andere berekeningswijze voorschrijven. De vastgestelde percentages hoeven niet noodzakelijk overeen te komen, aangezien de berekeningsgrondslag verschillend is. Het is een heel ingewikkelde berekening. De berekening werd op een onlogische manier geëxtrapoleerd voor de arbeiders. Er werd

base de la rémunération mensuelle brute du mois des vacances principales, comprend sa rémunération normale et un double pécule. L'accord interprofessionnel prévoit une augmentation de 2%, le pourcentage passant ainsi de 90% à 92%.

Si l'employé quitte son emploi sans avoir pris les vacances afférentes à l'exercice précédent, outre le versement d'un pécule anticipé, l'employeur lui paie 15,18% des rémunérations brutes gagnées durant cet exercice. Une augmentation de 0,16% est prévue dans ce cas, le pourcentage passant donc de 15,18% à 15,34%.

Cet accord entre les partenaires sociaux se traduit par la loi du 22 mai 2001 et l'arrêté royal portant son exécution se base sur une méthode de calcul qui introduit une notion de proportionnalité exprimée en semaines.

Le double pécule pour 4 semaines aurait dû correspondre à 100 % de la rémunération mensuelle brute. Un mois comprend plus de 4 semaines. Une augmentation de 5 % aurait donc entraîné l'octroi d'un pécule pour plus de 4 semaines. Le pécule de vacances d'un ouvrier se monte à 8 semaines sur 48,15 semaines rémunérées (16,61 %). Ce pourcentage est divisé par 1,08 soit 15,38 %. Le pécule d'un employé se monte au rapport entre 4 semaines et une moyenne de 4,35 semaines par mois. Un double pécule pour 4,35 semaines de 100 % doit être divisé par ce rapport pour correspondre à 4 semaines. Soit 100 % divisé par 1,0875, à savoir 92 %.

Le pécule de vacances d'un employé en fin de contrat se monte à 4 semaines sur 52,15 rémunérées sur un an, multiplié par 2 (simple et double pécule) soit 15,34 %.

J'attire votre attention sur le fait que la base de calcul du pécule ouvrier (rémunérations annuelles brutes de l'exercice de vacances portées à 108 %) n'est pas la même que pour les employés en fin de contrat (rémunérations annuelles brutes de l'année).

Il n'y a pas lieu d'envisager un complément pour les années antérieures.

Conformément à l'article 9, alinéa 2 des lois du 28 juin 1971, le Roi peut prescrire un mode de calcul différent. Il n'y a pas de correspondance nécessaire entre les pourcentages fixés, la base de calcul n'étant pas la même. C'est un calcul très compliqué. La façon dont on a extrapolé le calcul pour les ouvriers n'était pas logique. On a rétabli une situation cohérente.

opnieuw een coherente situatie gecreëerd.

01.03 Raymond Langendries (PSC): Naar verluidt zal de toepassing van het nieuwe percentage voor de berekening van het vakantiegeld tot gevolg hebben dat de bezoldiging die als basis dient voor de berekening van de sociale bijdragen op jaarbasis 108% zal bedragen in plaats van 108,308%, zoals het geval zou zijn als hetzelfde percentage als voordien zou worden toegepast. Daardoor zou men 1 miljard aan sociale-zekerheidsbijdragen mislopen. Zou men die berekening kunnen checken ?

01.04 Minister Frank Vandenbroucke (Frans): Men moet rekening houden met een vrijstelling voor de werkgevers, maar we zullen dat aspect van de kwestie nader bekijken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Annemie Van de Casteele tot de minister van Sociale Zaken en Pensioenen over "het statuut van de onthaalouders" (nr. 4888)

02.01 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Met enkele collega's heb ik onlangs een hoorzitting bijgewoond waarop de specialist in arbeidsrecht professor Blanpain aanwezig was. Volgens professor Blanpain hoeven de onthaalmoeders geen statuut aan te vragen omdat ze er al één hebben. Volgens professor Blanpain is de onthaalouder die verbonden is aan een erkende dienst immers een werknemer die in ondergeschikt verband werkt tegen een loon. Bijgevolg is de huidige regeling flagrant in strijd met het arbeidsrecht.

Ik heb een toespraak gevonden van de minister op het internet van december 2000 over vrijwilligers. Daarin zegt hij dat het in het Belgisch recht een kwestie is van "alles of niets". Hij verwijst naar het verschuivend begrip "arbeid" en vraagt zich af of ons sociaal statuut deze flexibiliteit niet zou moeten volgen. De situatie van de onthaalmoeders is daar volgens mij een illustratie van.

Over het *sui generis*-statuut dat de minister voorbereidt voor de opvanggezinnen heb ik gezegd dat dat misschien beter is dan niets, maar nu blijkt dat de onthaalmoeders zelf daarover niet tevreden zijn. De minister heeft weliswaar overleg gepleegd met de bevoegde diensten, maar niet met de opvanggezinnen zelf.

01.03 Raymond Langendries (PSC): Il semblerait que le nouveau pourcentage appliqué pour le calcul du pécule de vacances aura pour conséquence que la rémunération qui servira de base au calcul du paiement des cotisations sociales sur une base annuelle sera de 108% au lieu de 108,308%, comme cela serait le cas si l'on avait appliqué le même pourcentage que précédemment. Cela entraînerait un manque à gagner de l'ordre de 1 milliard pour les cotisations de sécurité sociale. Pourrait-on vérifier un tel calcul ?

01.04 Frank Vandenbroucke, ministre (en français): Il faut tenir compte d'une exonération au niveau patronal mais nous allons vérifier cet aspect de la question.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Annemie Van de Casteele au ministre des Affaires Sociales et des Pensions sur "le statut des gardiennes encadrées" (n° 4888)

02.01 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Avec quelques collègues, j'ai assisté il y a peu à une audition du professeur Blanpain, un spécialiste en droit du travail. Il estime que les gardiennes encadrées n'ont pas à demander de statut dans la mesure où elles en ont déjà un. Le professeur Blanpain estime que la gardienne encadrée qui est liée à un service reconnu travaille comme subalterne en contrepartie d'un salaire. Le régime actuel est dès lors en contradiction flagrante avec le droit de travail.

J'ai trouvé sur l'internet un discours développé par le ministre en décembre 2000 concernant les volontaires. Il y est dit que, dans le droit belge, il s'agit d'un « tout ou rien ». Il fait référence à la notion fluctuante de « travail » et pose la question de savoir si notre statut social ne devrait pas s'adapter à cette flexibilité. La situation des gardiennes encadrées me paraît en être une parfaite illustration.

J'ai dit au sujet du statut *sui generis* que le ministre prépare à l'intention des gardiennes encadrées qu'il est peut être préférable à l'absence de statut. Il n'a toutefois par l'heur de plaire aux gardiennes encadrées. Le ministre s'est certes concerté avec les services compétents mais pas avec les gardiennes encadrées elles-mêmes.

Le ministre a-t-il reçu le manifeste des gardiennes

Heeft de minister het manifest van de opvanggezinnen gekregen? Is hij bereid met de opvanggezinnen zelf aan tafel te gaan zitten? En treedt de minister de redenering van professor Blanpain bij?

02.02 Minister **Frank Vandenbroucke** (*Nederlands*): Ik zat al drie maal rond de tafel met de belangengroep, goed voor 5 à 6 uur. Ook met mijn kabinet waren er contacten. Eén dag na ontvangst van de vragenlijst van de belangengroep werd uitgebreid antwoord gegeven.

De beschouwingen van mevrouw Van de Castele over soorten arbeid en het bestaan van grijze zones zijn terecht. Op basis van de decreten van de deelstaten wordt gesubsidieerde en erkende onthaalarbeid behandeld als vrijwilligerswerk. De forfaitaire dagvergoeding wordt in de drie Gemeenschappen beschouwd als onkostenvergoeding. Dat geldt ook zo voor de fiscus en de RSZ. Men gaat ervan uit dat er geen sprake is van loon in arbeidsrechtelijke zin en dus evenmin van een kwalificatie als loonarbeid.

De sociale zekerheid voorziet niet in een specifieke regeling voor een vrijstelling. De RSZ sluit zich dus aan bij de visie van de fiscus en de Gemeenschappen.

Ook in de pensioenregeling worden de inkomsten uit onthaalarbeid gezien als onkostenvergoeding, zodat ze onbeperkt cumuleerbaar zijn.

In het kader van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen en werkloosheidsuitkeringen kunnen die uitkeringen nooit worden gecumuleerd met een onkostenvergoeding als erkende en gesubsidieerde onthaalmoeder.

De sociale zekerheid trekt dus geen duidelijke grens tussen vrijwilligerswerk en betaald werk.

In het kader van het zuivere vrijwilligerswerk – waartoe ik de onthaalmoeders eigenlijk niet reken – proberen we een duidelijk verschil te maken tussen onkostenvergoeding enerzijds en de vergoeding voor geleverde arbeid anderzijds. Ter zake wordt, in samenwerking met regeringscommissaris Van Gool een regeling uitgedacht. Een vergoeding van maximaal 40.000 frank per jaar wordt als een onkostenvergoeding beschouwd.

encadrées? Est-il disposé à se concerter avec le gardiennes encadrées? Partage-t-il l'avis du professeur Blanpain?

02.02 **Frank Vandenbroucke**, ministre (*en néerlandais*): J'ai déjà rencontré le groupe de pression à trois reprises, pendant 5 ou 6 heures. A mon cabinet également, des réunions ont eu lieu. Les questions posées par le groupe de pression ont reçu une réponse détaillée dès le lendemain de leur réception.

Les remarques de Mme Van de Castele sur les types de travail et l'existence de zones grises sont pertinentes. En vertu des décrets des entités fédérées, le travail d'accueil subsidié et reconnu est assimilé à du bénévolat. Dans les trois Communautés, l'indemnité journalière forfaitaire est considérée comme une indemnité destinée à couvrir les frais encourus. Le fisc et l'ONSS appliquent le même principe. Il ne s'agit pas d'un salaire au sens du droit du travail ni, a fortiori, d'un travail rémunéré.

La sécurité sociale ne prévoit aucun régime spécifique d'exonération. L'ONSS se rallie donc au point de vue du fisc et des Communautés.

Dans le régime de pension également, les revenus générés par le travail d'accueil sont considérés comme une indemnité de couverture des frais encourus, de sorte qu'ils sont cumulables sans limite.

Les indemnités d'incapacité de travail et les allocations de chômage ne peuvent jamais être cumulées avec une indemnité de couverture des frais encourus dans le cadre d'une activité reconnue et subsidiée de gardienne encadrée.

En matière de sécurité sociale, aucune distinction n'est donc clairement établie entre le travail bénévole et le travail rémunéré.

Dans le cadre du bénévolat pur dont ne relèvent pas, à mon sens, les gardiennes encadrées, nous tentons de distinguer nettement, d'une part, les indemnités pour frais généraux et, d'autre part, les indemnités pour des travaux fournis. En la matière, nous préparons un règlement avec le commissaire du gouvernement, M. Van Gool. Toute indemnité de 40.000 francs par an maximum est considérée comme une indemnité pour frais généraux.

Dat onthaalmoeders in ruil voor hun prestaties een bepaalde vorm van sociale bescherming zouden krijgen, is een evidentie. Ik vergelijk dit met wat voor de vrijwillige brandweerlieden gebeurd is.

Mijn bevoegdheid als minister van Sociale Zaken gaat niet verder dan het uitdokteren van een efficiënt systeem *sui generis* van sociale bescherming. Ik kan betrokkenen natuurlijk niet in dienst nemen.

02.03 Annemie Van de Casteele (VU&ID): Het antwoord van de minister verbaast mij niet. Ik vraag hem niet al deze mensen aan te werven, maar ik kan ook begrijpen dat deze mensen zichzelf niet als vrijwilligers beschouwen. Verder vind ik dat deze regering met onder andere de dienstencheques van uw collega Onkelinx en met de PWA's een versnipperd beleid voert. Het zou beter zijn om een globaal debat een oplossing te zoeken voor de groeiende arbeid in dat circuit. Kinderopvang is belangrijk voor de arbeidsmarkt in haar geheel, en men stelt vast dat vele onthaalmoeders afhaken bij gebrek aan statuut.

Het incident is gesloten.

De vergadering wordt gesloten om 15.46 uur.

Il est incontestable qu'en contrepartie de leurs prestations, les gardiennes encadrées doivent bénéficier d'une certaine forme de protection sociale. Je comparerais cette disposition à celle qui a été adoptée au bénéfice des pompiers volontaires.

En tant que ministre des Affaires sociales, je ne peux faire davantage que mettre au point un système efficace de protection sociale *sui generis*. Je ne peux évidemment pas embaucher les personnes concernées.

02.03 Annemie Van de Casteele (VU&ID): La réponse du ministre ne me surprend pas. Je ne lui demande pas d'embaucher toutes ces personnes, mais je comprends qu'elles ne se considèrent pas comme des bénévoles. En outre, j'estime qu'avec notamment les chèques-services de votre collègue Mme Onkelinx et avec les ALE, ce gouvernement se disperse dans sa politique. Il serait préférable d'organiser un débat global afin de trouver une solution au problème du volume de travail croissant dans ce circuit. L'accueil de la petite enfance est important pour l'ensemble du marché du travail, et l'on constate que beaucoup de gardiennes renoncent à leur activité parce qu'elles n'ont aucun statut.

L'incident est clos.

La séance est levée à 15.46 heures.